I - La situation de l'éducation prioritaire en novembre 2010

Marc Douaire, président de l'OZP, introduit la matinée en dressant rapidement un état de l'éducation prioritaire.

1. Les ZEP : trentième anniversaire (1981-2011)

L'OZP participera au colloque organisé à cette occasion par le CAS-INRP en décembre 2010 et animera en particulier un forum spécial sur ce thème avec Anne Armand (co-auteure du rapport Armand-Gille de 2006) et Catherine Moisan (co-auteure du rapport Moisan-Simon, 1997)

Sur la proposition de l'OZP, un autre forum de ce colloque sera consacré aux nouveaux métiers de l'éducation prioritaire, avec Jean-Claude Emin, Marc Douaire, Michèle Coulon (bureau de l'OZP) et un représentant de la politique de la Ville.

2. L'évaluation et le bilan de l'éducation prioritaire

Du côté du ministère, des réunions de bilan de l'enquête menée par le DGESCO ont eu lieu dans certaines académies mais le compte rendu national n'a pas été publié. Cet escamotage politique s'ajoute à la non-publication du second rapport Armand (IGEN) sur "*l'animation pédagogique des RAR*".

Par contre, on a assisté ces derniers mois à une floraison de rapports officiels sur des thématiques touchant l'éducation prioritaire : Cour des Comptes (assez critique), annexe au Projet de loi des finances 2011, Haut conseil à l'intégration (HCI), rapport Goulard-Pupponi sur le politique de la Ville, ...

3. L'image actuelle de l'éducation prioritaire

L'EP est une réalité diverse et complexe et les jugements émis dans la presse ou portés sur le terrain ne rendent pas toujours compte de cette diversité.

On a l'impression que, depuis 10 ans (cela a commencé avec Jack Lang et s'est amplifié depuis, à l'exception de la relance de de Robien), les pouvoirs publics font preuve vis-à-vis de l'éducation prioritaire d'une semi hostilité, mais qui n'ose pas s'afficher (en dehors de la tonitruante invitation à "déposer le bilan des ZEP" du candidat Sarkozy en 2006).

Ce brouillage de l'image des ZEP se manifeste aussi dans le milieu des journalistes, lesquels semblent perdus dans le maquis des sigles (ZEP, REP, RAR, RRS, Clair...) et le tournis des inflexions politiques. Ceux que le ministère refuse de recevoir se tournent vers l'OZP pour qu'il éclaire leur lanterne sur l'évolution du dispositif depuis quelques années.

Sur le terrain, la carence de pilotage du dispositif aux niveaux national et académique

laisse perplexes les acteurs directement impliqués comme les coordonnateurs-secrétaires de réseau : cette inquiétude était bien perceptible lors des deux séminaires successifs organisés par l'OZP pour ces personnels.

Du côté des partis politiques, le calendrier de la campagne présidentielle de 2012 s'est accéléré brusquement ces derniers jours avec la publication de deux projets (UMP et PS). On a pu relever là aussi un certain brouillage, au moins formel et stylistique, dans la référence commune à des thèmes familiers à l'éducation prioritaire comme le socle commun, la priorité à donner aux établissements ou territoires en difficulté, l'autonomie des établissements et équipes, la relation avec les familles...

Quant à la question, sans cesse reprise dans le débat public, de savoir si l'éducation prioritaire a effectivement permis de réduire les inégalités scolaires, elle demande qu'on prenne en compte les évolutions survenues dans le champ social (effondrement de certains quartiers) comme dans le champ éducatif (retour à la tradition pédagogique, régression de la formation initiale, abandon d'une ambition de réussite collective...).

Malgré de nombreux avis désabusés publiés dans la presse, on constate que l'éducation prioritaire est toujours vivante, comme en a témoigné la Journée de L'OZP de mai 2010 sur "*Les réussites remarquables et quotidiennes en ZEP*".

4. Une politique centrée sur les publics ou sur les territoires ?

Lors de la journée OZP de mai 2009, Jean-Claude Emin faisait remarquer que, selon que l'on centrait l'éducation prioritaire sur les territoires, les réseaux, les établissements ou les élèves, on obtenait des politiques très différentes.

La politique initiale des ZEP se centrait sur les territoires (les zones) et l'OZP a réaffirmé constamment sa position jusqu'à ce jour sur la priorité à accorder aux territoires les plus en difficulté sur le plan social et scolaire et la nécessité d'une liaison étroite entre la politique des ZEP et la politique des ZUS.

Or depuis quelques années (déjà dans le discours de Gilles de Robien), on assiste à une remise en cause progressive de la politique territoriale au profit d'une politique d'établissement, complétée maintenant par une politique sélective en direction des élèves "méritants".

Pour l'OZP, trois conditions sont nécessaires à la réussite d'une éducation prioritaire

- un pilotage et des moyens spécifiques pour la mise en œuvre de projets répondant aux besoins d'éducation des populations des territoires défavorisés ;
- la diffusion de pratiques pédagogiques et éducatives nécessaires à la réussite des élèves ;
- une gestion des ressources humaines adaptée.

5. Le programme Clair

Lancé dans la surprise générale à l'issue des états généraux sur la sécurité à l'école, ce programme ne peut dissimuler des objectifs d'une tout autre nature (lutte contre la violence scolaire) que ceux de l'éducation prioritaire.

Le mode de sélection de personnels par profilage constitue un marqueur idéologique du

programme. Sur ce dernier point, l'OZP avait précisé (dans le cadre de la commission Pochard) qu'il était favorable à ce que certains postes en éducation prioritaire (principaux, IEN, coordonnateurs et référents) soient pourvus par des personnes volontaires mais s'était prononcé contre le profilage de l'ensemble des postes.

Sur la mise en valeur de l'innovation, l'OZP rappelle qu'elle est déjà possible au sein de l'éducation prioritaire et qu'elle doit s'appuyer sur un projet dans le cadre d'une liaison interdegrés.

La création des préfets des études amène à s'interroger sur la nécessité pédagogique et budgétaire d'ajouter une nouvelle catégorie spécifique de personnels à celles existantes.

Enfin, on remarque dans ce programme un grand absent : le premier degré (des déclarations officielles embarrassées ont tenté ensuite de rattraper cet abandon qui est en contradiction flagrante avec l'affichage par ailleurs de la priorité politique à donner au primaire.)

DEBAT

Les échanges ont été nombreux et directs et les opinions, parfois contradictoires ou provocatrices, exposées sans fard ni langue de bois, comme toujours à l'OZP. Ce compte rendu les restitue telles quelles, classées par thème.

Bilan des ZEP

- L'argument selon lequel, vu la dégradation du terrain, la situation aurait été pire si on n'avait pas créé les ZEP est trop défensif et au total irrecevable.

La réalité sur le terrain est loin de ces évaluations en demi-teinte. On constate que beaucoup de RAR ne progressent pas et 4 ans après leur création continuent à afficher 10 ou 15 points de retard.

- La situation sur le terrain en Seine-Saint-Denis est catastrophique, les situations de violence quotidiennes. Dès le CP, les retards sont importants.

- Il faut relativiser ces points de vue tranchés. Les évaluations anciennes montrent qu'en ZEP il n'y a pas de moyenne médiocre. Un quart des élèves sont nettement au-dessus, un quart nettement au-dessous. Mais les réussites ne sont pas mises en valeur

- L'OZP réclame avec force la publication du bilan des RAR réalisé par la DGESCO, mais une évaluation réalisée par le service responsable du dispositif peut-elle être valable et crédible ?

Stabilité des personnels

- Dans l'école maternelle où je suis directrice, les titulaires sont stables mais aucun n'est à temps complet. Les emplois du temps sont très fragmentés (15 enseignants pour 7 classes) et les remplaçants changent très souvent. Il est très difficile d'apporter une cohérence dans le travail, et ne parlons pas de la question des réunions... Personnellement je suis pour une gestion des personnels au plus proche du terrain.

- Comme coordonnatrice en Seine-Saint-Denis, je dois refaire tout mon travail de liaison

chaque année à cause des départs. Je sens une réelle souffrance chez des enseignants. La stabilité permettrait de mieux affronter les situations de violence.

- Des personnels sont nommés au dernier moment. C'est difficile à gérer.

Gestion des ressources humaines

- Quitte à choquer (mais j'ai l'habitude), je dirai que beaucoup d'enseignants, mal formés, ne sont pas à la hauteur des difficultés qu'ils ont à affronter.

- Un enseignant qui calcule sans cesse son temps de travail obligatoire n'est pas à sa place en ZEP.

- C'est vrai qu'il y a des responsabilités individuelles à la situation de certaines ZEP et certains enseignants se satisfont d'être assez "peinards" avec les exigences moins grandes des parents. Mais il y a aussi des responsabilités administratives, on le voit bien dans les carences graves de la formation et dans la gestion des personnels.

- A la dernière rencontre de l'OZP sur les professeurs référents, sur les 15 référents présents, 6 étaient TZR, c'est à dire employés comme simples moyens supplémentaires et non comme personnes ressources. Il y a bien une incapacité de l'institution à pratiquer une véritable gestion des ressources humaines et à réunir les personnels compétents dans les endroits les plus difficiles – en allant au besoin les chercher.

- Les recherches montrent que dans les métiers du social, et cela est vrai aussi chez les enseignants, la motivation et l'engagement sont beaucoup plus forts chez les personnels jeunes que chez les plus anciens.

- On a beau dire que les moyens ne sont pas tout, mais on en a perdu beaucoup ces temps-ci.

- La question du nombre d'élèves par classe n'est pas l'essentiel. Ce qui compte c'est l'existence d'une équipe et le développement de la formation et de l'accompagnement.

- Le rapport de la Cour des Comptes a brouillé l'analyse du coût en incluant les salaires dans le calcul comparatif (il y a beaucoup plus d'agrégés et d'enseignants plus âgés hors-ZEP).

- Le pilotage est parti des collèges et se pratique très peu en primaire. Le développement du pilotage du programme Clair en lycée va-t-il avoir une influence bénéfique sur les écoles ?

- On a fortement mobilisé les enseignants en Seine-Saint-Denis sur des dispositifs comme l'accompagnement éducatif. Et ils apprennent maintenant, après la non-généralisation dans les écoles, que les crédits baissent. Comment peut-on vouloir ensuite tourner la page des ZEP et les mobiliser sur un autre programme ?

Le programme Clair

- On ne peut pas continuer à dire que Clair n'a rien à voir avec l'éducation prioritaire quand on sait que la majorité des collèges en Clair sont aussi en RAR

- La circulaire dit nettement que les enseignants qui ne sont pas d'accord avec l'application du programme sont invités à partir. Cette démarche d'éviction est une première dans l'Education nationale.

- La chose la plus surprenante dans le programme Clair, c'est l'absence du premier degré, alors qu'il existe un consensus en France actuellement sur la priorité à donner à ce niveau. Faut-il penser que le lycée a été préféré à l'élémentaire et à la maternelle parce qu'il se prête mieux à un discours sécuritaire ?

- Le mot d'ordre (très louable) de priorité au premier degré qui fleurit partout actuellement, qu'est-ce que cela veut dire concrètement en matière de politique éducative ?
- La stabilité des personnels est l'argument mis en avant par Clair pour justifier la politique de profilage des postes avec attribution d'avantages aux personnels volontaires. Il est vrai que l'OZP a soutenu en son temps le dispositif PEP IV qui visait le même objectif de stabilisation. .

La réforme de la carte des ZEP

- L'Inspection générale de l'administration (IGAENR) fait actuellement une enquête pour étudier divers scénarios de réduction du nombre d'établissements et écoles en éducation prioritaire.
- Des académies procèdent de même sur la base des CSP. Mais on découvre que certains établissements en Clair ne rentrent pas dans ces critères.
- L'OZP est opposé à la carte actuelle, démesurément étendue avec la relance de 1997-1998, et a proposé récemment à titre indicatif un ordre de grandeur en pourcentage de 5 à 8% d'élèves concernés, avec obligation en cas de dépassement académique de renforcer les moyens de pilotage.
- La prolongation des CUCS jusqu'en 2014 annoncée il y a quelques jours montre bien les hésitations et contradictions gouvernementales sur ces questions de géographie prioritaire.
- Du côté de Tours, l'arrivée de nouvelles immigrations (Afrique et Europe de l'Est) pose des problèmes pédagogiques dans ces ZEP qui deviennent aussi zones pilotes pour l'intégration des ENAF « élèves nouvellement arrivés en France).

Diffusion des réussites

- Faire un bilan des ZEP, c'est bien, mais ce qui est plus intéressant, c'est de savoir quels établissements ont réussi et pourquoi, de réactualiser en quelque sorte " les déterminants de la réussite scolaire en ZEP " du rapport Moisan-Simon (1997).
- L'Education nationale n'a pas de mémoire, sauf peut-être chez les syndicats, et un programme chasse l'autre : c'est un zapping permanent. Alain Savary avait pourtant au départ l'ambition que les ZEP servent de levier de transformation du système éducatif.
- La diffusion des réussites et des bonnes pratiques en ZEP a bénéficié à une certaine époque de coûteux programmes de recensement, de validation et de mise en ligne des expériences (la base de données Dif'act du centre Alain Savary), mais cela a fait long feu, et on sait que les bases de données " officielles " ne sont pas utilisées par les enseignants. La question de la manière de diffuser l'innovation de façon efficace reste entière.
- La généralisation de bonnes pratiques est une illusion pédagogique : concrètement une expérience n'est pas transposable telle quelle.

Collège unique et sélection

- Contrairement à ce que dit Dubet, la majorité des classes de collège en France sont mixtes socialement et la sélection n'est pas si précoce.
- Le problème n'est pas tant celui du redoublement que du passage automatique sans vérification des compétences. Il faut mettre en place de nouveaux dispositifs pédagogiques : groupe de compétences, de besoins...

- Et qu'on arrête de dire comme le font trop d'enseignants, de la maternelle à l'université : " Ces élèves-là n'ont pas leur place ici ".
- Faisons attention à ce que l'on dit quand on parle du collège unique et de ses difficultés : la vraie question n'est pas celle de l'existence du collège unique mais de la manière dont il est conçu. J'ai exercé au début de ma carrière en 5^{ème} de transition : la ségrégation était beaucoup plus forte. Ne cassons pas ce qui a été un progrès.

Violence et absentéisme

- On a vu hier avec les incidents survenus dans l'établissement de réinsertion scolaire (ERS) de Craon dans la Sarthe ce que donne la solution de regroupement externe des élèves qui ont des problèmes graves de comportement : c'est toujours un échec
- L'éducation nationale ne prête pas assez attention aux dimensions psychologiques de certaines difficultés. Les médecins et psychologues scolaires, dont le nombre se réduit, jouent un rôle essentiel.
- L'absentéisme est un problème qui préoccupe grandement les collectivités locales. L'école ne s'en sort plus toute seule mais la politique de la Ville est devenue illisible. Je travaille sur la coordination de différents acteurs du social, à commencer par le délégué du préfet. La plupart des réseaux sont dans le brouillard.

Compte rendu rédigé par Jean-Paul Tauvel